

L'Esprit
libre

L'EXTRÊME CENTRE

OU LE

PIERRE
SERNA

POISON FRANÇAIS

1789-2019

Champ
Vallon

collection
L'esprit libre

DU MÊME AUTEUR

- Antonelle, Aristocrate révolutionnaire – 1747-1817*, préface de Michel Vovelle, Paris, Éditions du Félin ; rééd., 2017, Arles, Actes Sud.
- Croiser le fer. Culture et violence de l'épée dans la France moderne (xvi^e-xviii^e siècles)*, en collaboration avec Pascal Briost et Hervé Drévilion, Seyssel, Champ Vallon, 2002.
- La République des girouettes – 1795-1815 et au-delà. Une anomalie politique: la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.
- Fratelli di francia. Storia e Storiografia di una rivoluzione divenuta repubblicana (1792-1804)*, Milan, Gerini Associati, 2013.
- Republics at War, 1776-1840: Revolutions, Conflicts, and Geopolitics in Europe and the Atlantic World (1760-1840)*, en collaboration avec A. de Francesco et J. Miller, Londres, New York, Palgrave, MacMillan, Basingstoke, 2013.
- L'animal en République. 1789-1802. Genèse du droit des bêtes*, Toulouse, Anacharsis, 2016.
- Comme des bêtes. Histoire politique de l'animal en Révolution (1750-1840)*, Paris, Fayard, 2017.

PIERRE SERNA

L'extrême centre
ou le poison français

1789-2019

CHAMP VALLON

© 2019, Éditions Champ Vallon 01350 Ceyzérieu
ISBN 979-10-267-0675-5

INTRODUCTION

En marche ?

« Un pas de recul donne à voir le monde différemment »

Vieux proverbe chinois.

Mais dans quel régime vivons-nous ?

Nice, le 15 juillet 2017, un an après l'attentat qui a ensanglanté la Promenade des Anglais provoquant la mort de 86 personnes et en blessant 458 autres. Lendemain du discours du président de la République française. Un discours de haute tenue intellectuelle, toute d'émotion contenue, de colère maîtrisée, de dignité évidente, de grande culture, avec la citation discrète mais parfaite d'un vers d'Apollinaire, ancien élève du lycée Masséna. La France continue de basculer sous le charme de son jeune chef, pétri de talent et fort d'un ego impossible à dissimuler. Rien de tel que la tragédie de la perte d'un être cher pour que la politique des émotions prenne le pas et impose, de façon non moins efficace, l'autre politique, celle de l'autorité sans partage.

Le matin même, l'accueil plus que chaleureux réservé au sulfureux et controversé président des États-Unis, livrait une autre facette du nouveau président, dans sa volonté de se me-

INTRODUCTION

surer à l'homme le plus puissant du monde, tentant de le courtiser. Chacun a pu mesurer depuis l'échec de cette politique. Diplomatie oblige ? Il était dit qu'il fallait apaiser et apprivoiser le personnage. La suite de l'été et les sorties détestables de Donald Trump, manifestant sa solidarité avec des Américains racistes, ont démontré le caractère risqué de la démarche... sans parler de la suite. Le Projet européen du président Macron encore plus en panne...

La veille encore, le jeune chef jupitérien de l'État venait de recadrer sèchement le général de Villiers, humiliant publiquement le chef d'état-major des armées. Il voulait démontrer qu'il était le chef des armées, certes dans son rôle (le militaire doit se taire ou se démettre dans une République) mais laissant entrevoir, par-delà l'acte légal, une volonté d'affirmer une légitimité encore floue, un geste spectaculaire d'autorité ancrant sa puissance réelle et symbolique. À ce moment de l'été 2017, Emmanuel Macron sait que son élection n'est qu'un résultat par défaut. La majorité des personnes ont voté pour lui afin d'arrêter le Front national et sa vague brune, toujours présente, argument dont il a joué, dont il joue et dont il jouera de nouveau, car il ne peut faire autrement. La République devait apparaître sécuritaire, martiale, autoritaire, et redoutablement efficace, tout en possédant la force de séduction d'un homme brillant aux talents intellectuels remarquables. La République venait de s'incarner dans la plupart des facettes de l'homme providentiel. Depuis, la violence disproportionnée de la répression du mouvement des « gilets jaunes » et les centaines de personnes blessées à vie, notamment par l'utilisation outrancière des tirs de balles de défense le plus souvent à hauteur du visage, ont dévoilé toujours un peu plus la nature d'un pouvoir qui se veut courtois et policé sous les lambris de l'Élysée, au sommet de l'État, mais brutal et policier au ras du sol, sous les canons à

INTRODUCTION

eau et multipliant les gardes à vues pour simples faits de manifestation, avec des images qui ont choqué, telles celles de ces lycéens à Mantes-la-Jolie agenouillés, humiliés, rappelant des photos de républiques d'Amérique latine en d'autres temps...

La République est bien là. Les historiens savent cependant qu'une République peut être autoritaire. Les exemples historiques ne manquent pas. Dès l'origine à Rome, avec ses dictateurs, dans l'Italie de la Renaissance avec ses *condottieres*, en Amérique latine avec ses *caudillos*. Les Révolutions américaine et française ont inventé un palliatif à cela qui constitue la modernité politique dans laquelle nous vivons encore, la démocratie comme balance des libertés pour équilibrer le pouvoir exécutif que ne manquent jamais de s'arroger les présidents des Républiques comme un tropisme auquel ils ne peuvent et ne savent résister. Sans république, la démocratie devient rapidement la démagogie de la délibération procédurale et confuse. Mais sans la démocratie et nous vivons ce moment de crise grave, la république dérive inexorablement vers son aspect autoritaire.

Cet essai interroge les conditions historiques du face-à-face entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif, en fouillant les fondations de la République démocratique née de la Révolution française, esquissant une matrice politique qui n'a fait que se rejouer tout au long du XIX^e siècle, avant de trouver, dans un long XX^e siècle, une stabilité républicaine et démocratique, jamais totalement acquise, toujours à défendre.

Poser les termes de la crise du politique et de l'essoufflement du modèle démocratique aujourd'hui revient tout d'abord à bien distinguer la République avec ses institutions, ses valeurs, son éthique, sa constitution, sa légalité, et la démocratie avec ses libertés, ses manifestations, sa légitimité.

Aujourd'hui, il faut se demander dans quelle démocratie

INTRODUCTION

nous vivons et quels sont les dangers qui la menacent et fragilisent la République par contrecoup ?

Une République subtilement autoritaire a banalisé son état d'urgence en l'intégrant dans la loi et rogne sans cesse sur des libertés individuelles et fondamentales au nom de la peur et de la nécessité de se protéger contre le terrorisme mondial qui frappe à nos portes. La tactique est imparable qui consiste à durcir l'ordre policier au nom de la peur d'une menace extérieure. Elle est rusée du point de vue de l'ordre public qui doit s'imposer, en faisant l'unanimité. Qui oserait remettre en cause des mesures d'urgence pour défendre le citoyen contre un complot fondamentaliste visant les structures de notre Vivre ensemble ? D'une pierre deux coups. Comment la raison d'État et la peur qu'elle construit (entre crainte légitime et angoisse exploitée) peuvent-elles être aussi fortes pour que, sans cesse, l'on accepte toujours davantage de technopouvoir, de surveillance « télécamérale », bientôt de tous nos faits et gestes, aux dépens de nos libertés et de notre autonomie citoyenne, de notre indépendance de personne ?

Dans quel état de mauvaise peur, mauvaise conseillère, vivons-nous pour accepter ces manquements à nos libertés et entrer dans des formes de consentement qu'un Hobbes avait théorisées, il y a de cela plus de trois cent cinquante ans en 1651 dans le *Léviathan* ? Vous voulez la sécurité, vous voulez être protégés par un pouvoir fort et armé ? Dans ce cas, vous devez accepter de perdre une part de votre liberté et accepter en retour de votre protection que l'État contrôle vos faits et gestes, rabote la vie démocratique et ses partis au nom de leur inefficacité face aux menaces extérieures et intérieures, ... Jusqu'à ce que, dans cette atomisation de la société, chacun, se retrouvant seul face à une nouvelle déclinaison du pouvoir et à la déliquescence du tissu républicain, réagisse soit par la

INTRODUCTION

colère en enfilant un gilet symbolisant la protection par la visibilité, soit par le refus de cet autoritarisme doux envahissant qui étouffe la démocratie.

Quelle société voulons-nous construire ? Celle qui construit l'Autre comme un potentiel danger et l'étranger comme l'étrange, celle qui perçoit la personne qui vient d'ailleurs ou vit autrement comme une menace globale ? Quand celui qui est différent n'est pas pauvre, il a une autre religion ; quand il est sans papier, il est potentiellement délinquant, et quand il est réfugié, il est virtuellement à mettre en quarantaine ; quand il est jeune, il risque d'être fainéant, quand il n'a pas de travail, il n'a qu'à traverser la rue pour en trouver, et quand il est un peu trop attaché à ce qui fait son paysage mental, c'est « un Gaulois réfractaire » qui se plaint tout le temps.

Est-ce ce pays que nous voulons ?

Est-ce à un professeur d'université à poser cette question ? À quoi sert un historien de la Révolution aujourd'hui ? Un historien est-il légitime pour évoquer le présent dans lequel il vit, sachant qu'il est payé pour être la mémoire des autres et se cantonner à l'étude du passé ? Les réponses sont plurielles. Puisque nous vivons dans une République démocratique dont la matrice a été pensée et construite, de façon chaotique parfois entre 1789 et 1802, mais qui demeure notre socle républicain et démocratique, il est possible de penser que tant que notre horizon d'idéalité repose sur les principes de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, ceux de l'abolition des privilèges, ceux de la construction administrative de 1789 et de la République de 1792, alors l'historien de la Révolution peut avoir une réflexion à mener sur la politique d'aujourd'hui.

Avec prudence mais détermination, à l'ombre des leçons de Benedetto Croce rappelant déjà, au XIX^e siècle, que l'historien est un homme de son temps, sans oublier en ce début de XXI^e

INTRODUCTION

siècle de féminiser cette proposition, l'historien-ne doit oser l'anachronisme-citoyen, sous l'impressionnante, mais roborative autorité de Marc Bloch. Tout simplement, mettre son savoir au service du public, de façon simple dans sa langue, jamais simpliste dans ses comparaisons, toujours prudent, plus que sur l'objet de comparaison, sur les conséquences dans le futur qu'il pourrait extrapoler. De fait, c'est un constat, la Révolution française est partout dans notre vie et prend toute sa place dans notre présent.

Les artistes s'en sont emparés de façon magnifique ces dernières années au théâtre, au cinéma, dans le roman, jusque dans la bande dessinée. Joël Pommerat, Pierre Schoeller, Bernard Yslaire, Denis Lachaud, Thierry Froget, Éric Vuillard, Florent Grouazel et Younn Locard excellent pour exalter «89» et «93» dans leurs fictions. Les médias ne cessent de solliciter les historiens pour penser et comprendre l'actualité dans ses origines contestataires et rebelles profondes. Les maires des 36000 communes de France, soudain garants de la cohésion nationale mise à mal au sommet de l'État par une politique qui déboussole une grande partie du pays, se souviennent de la loi de novembre 1789 qui leur a conféré tant de pouvoir et de responsabilité pour animer la politique et la vie des cités. Quant aux hommes politiques, ils s'en repaissent, puisant à pleines citations ou fines allusions dans la décennie Révolutionnaire. Le titre du livre programme du président de la République porte le titre de *Révolution*, ce qui en termes politiques dans la société française fait indubitablement penser à 1789 et donc à son ambition à proposer un nouveau 1789 pour la France, quitte à se faire attendre au moment crucial de rédiger une déclaration des droits du vivant et de la nature, quitte à se faire attendre pour abattre les féodalités, quitte à donner l'impression d'être le président des riches, en défendant le vieux programme de la

INTRODUCTION

Monarchie de juillet, le fameux « Enrichissez-vous » de Guizot, prononcé en 1843 et réinventé opportunément, comme nouvel horizon d'idéalité à atteindre.

Même dans cette situation politique qui semble inédite, l'histoire de la décennie révolutionnaire sert à comprendre plus que jamais le présent. Les années 1789 ont inventé toutes les matrices des politiques possibles. La monarchie constitutionnelle (1789-1791), la République en État d'urgence (1792-1795), la République libérale conservatrice (1795-1797), les premières formes de démocraties représentatives (1798-1799), la République césarienne et jupitérienne (1799-1802) puis l'Empire, qui, peu le savent, n'efface pas du sénatus-consulte qui le fonde, en mai 1804, le terme de République. L'histoire ne se répète pas. Au contraire, elle réinvente en permanence une forme de réel, mais se raconte ou s'imagine le plus souvent, dans la justification du moment, son rapport avec le passé. Pour consolider le présent, pour le légitimer, pour lui donner du sens, pour rassurer.

En cas de repli et de frilosité, c'est la conservation du passé qui l'emporte et la nostalgie politique d'un « C'était mieux avant ». Dans les moments de souffle et d'espoir, c'est la rupture qui prévaut avec son émancipation potentielle vers les jours meilleurs. Vieilles recettes mais d'une efficacité redoutable et toujours aussi délicieuses à goûter, si cela n'était qu'un jeu intellectuel d'universitaire dans sa tour d'ivoire. Le devoir civique impose une autre place dans la cité, lorsque l'histoire est manipulée pour inventer la tradition, pour faire croire à l'illusion de l'émancipation. L'historien doit alors sortir de sa coquille et rappeler les faits du passé pour les confronter aux résultats qu'ils ont induits directement ou non aujourd'hui. L'historien doit engager son savoir dans un anachronisme civique, celui de la mise à la disposition du plus grand nombre de

INTRODUCTION

ce qu'il a étudié pour que le passé ne soit pas un argument politique pour inventer le conservatisme, pour que le futur ne soit pas une reprise masquée du passé. Nous sommes à ce moment clé en 2019, en ce deux cent trentième anniversaire de la Révolution et l'ensemble des questions que pose cette date.

Le président de la République a voulu la Révolution comme l'indique son programme politique, réveillant un passé qui débordait l'actualité pour s'imposer de nouveau comme un possible horizon du futur. Emmanuel Macron a remis au centre du présent la Révolution. Tant mieux ou tant pis, ce n'est pas le problème de l'historien. En revanche, en plaçant la Révolution à l'ordre du jour, sa conception de sa Révolution, cela s'entend, le jeune homme victorieux par surprise, en 2017, a réveillé toutes les histoires et toutes les mémoires des Révolutions, redonnant aux historiens de toutes les ruptures et fractures passées un nouveau rôle interprétatif. À eux de l'assumer, à commencer par ceux de la décennie 1789-1799 qui doivent bien constater que la Révolution n'est pas terminée. Puisque, chaque jour, la République souffre du fait que tous ses enfants ne naissent pas libres et égaux en droits, puisque, chaque jour, les inégalités sociales qui constituent la seconde phrase méconnue de la déclaration des droits du 26 août 1789 («Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune») ne cessent de se creuser. Ces inégalités sans cesse plus importantes déchirent le tissu de la démocratie, lacèrent le drapeau de l'unité républicaine, réduisent en lambeaux le manteau de ce qui fut le rêve de 1789 puis de 1792, lorsque la République fut fondée et que les grandes lois sociales de protection furent votées par les députés de la Convention.

Pourtant, dans l'après-midi inondé de soleil du 14 juillet 2017, le verbe macronien cristallise l'émotion et en fait une force de rassemblement, incarnant l'unité de la nation dans son

INTRODUCTION

jeune corps à lui. Cet homme de trente-neuf ans figure pleinement son rôle : il incarne celui qui se tient au centre de tous les jeux, entre toutes les familles de la nation, entre les différents clans politiques qui se sont déchirés et annihilés, entre les deux présidents de droite et de gauche qui servent, durant la cérémonie de Nice, de marqueurs du passé, l'ex-président normal, François Hollande presque trop bronzé pour la circonstance, l'ancien président Nicolas Sarkozy, d'une pâleur qu'on lui ignorerait pour le coup. Vieille droite, gauche dépassée par le centre, campant une douleur résiliente sur laquelle le jeune homme, qui n'a plus l'insouciance de ses trente ans et qui n'a pas encore l'âge du vétéran, pose des mots émouvants.

Il incarne l'homme parfait pour un centre sans concessions qui veut de suite montrer son autorité. L'homme est idoine pour une politique, non sans risques pour la démocratie parlementaire, non sans porter le danger au cœur du pouvoir du compromis sans la compromission, clé de voûte de toutes les libertés modernes et pluralistes, et définition d'un régime de droit, comme a dû le lui enseigner Paul Ricœur¹. Sa démarche politique consiste pourtant à faire le vide autour de son jeune parti, la REM, en coupant les ailes modérées de ses adversaires politiques, à faire du passé des autres formations politiques table rase, du moins dans ses prises de parole. Y a-t-il péril en la demeure républicaine ?

Après tout, que devrait redouter le pays d'un homme providentiel, rêvant d'héroïsme, affirmant remettre en marche la nation ? Mais vers où ? Vers quel modèle de société ? En France, le président de la République est le détenteur du pouvoir exécutif, de par les pouvoirs qui lui sont conférés par la constitu-

1. Paul Ricœur, *Philosophie, éthique et politique, Entretiens et dialogues*, Paris, Seuil, 2017.

INTRODUCTION

tion de la Cinquième République, taillée à la mesure du général de Gaulle son fondateur après le coup de force de 1958, il y a soixante ans. Emmanuel Macron, brillant produit de la haute fonction publique, connaît ses institutions par cœur et sait le pouvoir dont il jouit. Comment veut-il s'en servir ? Quelle structuration et déstructuration de la société française a-t-il en tête à ce moment de l'été 2017, lorsqu'il courtise le président américain dont il sait qu'il est détesté depuis de longs mois par l'ensemble des démocrates américains, et dont la grossière singularité tranche tant avec l'élégante intelligence de son prédécesseur, Barack Obama ?¹ Ne connaît-il pas le programme liberticide de celui à qui il déroule le tapis rouge ? Qu'en est-il un an et demi plus tard en pleine crise de ce qui restera comme le moment des « gilets jaunes » au printemps 2019 ?

Une chose est certaine en 2017. Il veut changer la France et la France est en train de changer, a changé, en 2019. Entre colère, esprit de complotisme, crainte du lendemain, espoir de changement, vigilance silencieuse mais réelle contre l'attaque terroriste aveugle, la France poursuit de façon chaotique son chemin, peut-être de façon moins préoccupante que d'autres pays européens, attirés par la face sombre de la politique contemporaine : la démocratie populiste versant dans le césarisme...

La France baigne entre inquiétude profonde devant la montée des extrêmes droites mondiales et une Angleterre qui s'enfonçe dans un Brexit niant cruellement son destin européen. Les repères s'estompent, les doutes surgissent, les questions demeurent sans réponse, replongeant le pays dans la peur du cauchemar des années trente. Et le président dans tout cela ? Le jeune homme brillant a laissé la place à une figure plus ri-

1. Emmanuel Macron, *Révolution*, Paris, XO Pocket, 2017.

INTRODUCTION

dée, déjà vieillie pour qui l'observe attentivement. La tâche doit être écrasante mais il se l'est imposée lui-même. Est-il un bouclier, comme il le prétend, contre la vague brune ? Ou bien un acteur participant à cette déstabilisation, jouant du vide de la gauche et de la droite traditionnelle pour mieux tenir son pouvoir et l'étendre, confortant ses prérogatives, jouant à merveille des simplifications : ou lui ou le fascisme nouveau et sa tsarine bleu marine, ou lui ou l'anarchie d'un populisme de gauche au travers de celui qu'il laisse présenter en Chávez français ?

Qui ne dit rien consent. Et la décennie 1789-1799 demeurant la matrice de notre République démocratique, il est presque du devoir de l'historien des Révolutions d'assumer avec ses outils intellectuels et sa rigueur une position citoyenne. Ce livre constitue une tentative pour aider à comprendre une situation incompréhensible parce que trop longtemps invisible dans notre histoire : celle de l'extrême centre.

Capicciolo, Orléans, Nice, salle d'attentes infinies gare d'Austerlitz, Paris, Institut d'histoire de la Révolution française. Été 2017-Hiver 2019.

Comme tous les livres écrits et à écrire, ces pages sont dédiés à mes trois enfants, Marie-Lou, Balthazar et Simon.

Ils me tiennent droit. En les regardant, je vois le socle de ma conscience politique, ma raison de résister. Elle et Ils incarnent l'optimisme du futur.

À Jipé Haut qui se reconnaîtra...

À Sabine, Guillaume et Virginie dont l'intégrité et les longues discussions sous le soleil écrasant de Corse, durant l'été 2017, au moment du macronisme héroïque, lorsque seul l'astre du ciel était jaune... m'ont poussé à écrire cet essai.

À Patrick Beaune, directeur des Éditions Champ Vallon, sans qui le paysage éditorial de l'histoire moderne et contemporaine serait plus triste et moins foisonnant. À sa ténacité, à ses relectures, à son audace, à son courage.

À Nobutaka Miura, inlassable défenseur des idées et des pratiques démocratiques, infatigable passeur de concepts entre Tokyo et Paris et inépuisable constructeur de l'amitié franco-japonaise,

Sans l'œuvre de Zeev Sternhell, découverte grâce à mon frère aîné Joémile, qui m'offrit lorsque j'étais en classe de première, à 16 ans, en 1980, La Droite révolutionnaire (1885-1914). Les origines françaises du fascisme (paru en 1978), mon parcours intellectuel aurait été différent. Que le professeur de l'Université de Jérusalem, amant de la démocratie et amoureux de la France des droits de l'homme, trouve dans les pages qui suivent l'expression de ma reconnaissance profonde et admirative.

À Eduardo Carrasco, chanteur et compositeur de Quilapayun, le premier par lequel j'ai compris que toute dictature se combattait par la culture, à Tulle en 1974, en le découvrant, enfant émerveillé. À notre rencontre, grâce à Simon et Maurizio, quarante-cinq ans après, en 2019, place de la Sorbonne.

À Émile et Rirette Serna enfin, qui m'ont appris, lors d'interminables voyages en Peugeot 404, modèle familial, les chansons de résistance espagnole de Paco Ibanez.

1. L'étrange victoire...

Ni droite ni gauche, l'extrême centre

La tragédie contemporaine du terrorisme et la contre-réponse du pouvoir exécutif auraient-elles une origine profonde à découvrir dans l'histoire de la Révolution ? Et pourquoi pas dans les deux zones d'ombre dont on parle moins officiellement en France, mais dont le succès au sein de l'espace public qu'est devenue la planète internet exprime la puissance dans l'imaginaire français : Napoléon et la Vendée. Pour l'historien, il y a là deux entrées efficaces pour comprendre ce qui se joue ici et maintenant et pour déjouer les risques de ce que l'on nomme désormais l'extrême, au moment de définir les origines lointaines du macronisme dominant et de ses racines à la longue nocives au sein des institutions de la République démocratique.

L'histoire consiste à faire comprendre le passé, ne cesse-t-on de répéter, parfois de façon convenue. Le contraire est suggéré dans ces pages. Le présent constitue la porte d'entrée privilégiée pour saisir le passé. En canalisant l'anachronisme, plutôt que de présupposer l'obsession de la recherche d'une vérité du passé qui échappera tout le temps, ce qui n'empêche pas d'avoir à parfaire en permanence son érudition des faits advenus et sa rigueur d'honnêteté au moment de les restituer, l'his-

torien-citoyen tire du présent les questions qu'il pose au passé, reconstruit ce qui a eu lieu et, par là même, repose au retour de son voyage au pays de l'avant des interrogations dérangementes, voire iconoclastes dans le monde présent.

Ainsi, si l'on considère la longue histoire des guerres de religion en France, depuis le xvi^e siècle entre Catholiques et Protestants, puis durant la Révolution française entre contre-révolutionnaires et républicains, et que l'on fasse l'effort de penser les formes de guerre de religion qui se jouent aujourd'hui, au travers de ce qui est nommé le terrorisme, alors nous pourrions mieux comprendre en retour ce qui se passe à deux moments clés de la Révolution et du Consulat naissant, Bonaparte arrivant au pouvoir¹.

La terreur s'éclaire différemment et le pouvoir du Premier consul sévissant après l'attentat de la rue Saint-Nicaise, premier attentat contemporain, c'est-à-dire première attaque aveugle contre des passants innocents, à la bombe, dans un espace urbain, perpétré par un groupe de droite extrême, composé de fanatiques catholiques, des personnes radicalisées, venues de la périphérie française, peut se lire de façon nouvelle. On saisit mieux la façon dont ceux qui détiennent le pouvoir vont vouloir accaparer, à un moment donné, toutes les potentialités qu'offre le bras armé des forces militaires, gendarmes, soldats, et des forces civiles des polices, pour éradiquer cette lutte contre celui qui est dénoncé comme l'ennemi à abattre à la périphérie du monde civilisé, à la frontière d'un monde « sauvage », à l'époque la Vendée. Dans ces moments d'attaques terroristes, il est normal que les tenants du pouvoir désirent de toutes leurs forces créer autour d'eux une union nationale, un

1. Denis Crouzet, Jean-Marie Le Gall, *Au péril des guerres de religion. Réflexions de deux historiens sur notre temps*, Paris, Puf, 2015.

cercle de citoyenneté exclusive qui ne donne à voir aucun signe de faiblesse ou d'opposition, frappés de suite du soupçon de la trahison, du défaitisme ou du mauvais patriotisme.

Dans ces conditions aussi, pour ceux qui ont le pouvoir dans la crise, il faut éradiquer toute dichotomie qui constitue la tension vitale des démocraties entre conservateurs et progressistes, la rendre caduque et la faire passer pour stérile et contreproductive au regard de l'urgence et des impératifs de la situation. Il faut se placer au-dessus des partis de gauche et de droite pour avoir une vue plus juste, plus neutre et plus englobante de l'ensemble de la société et l'imposer comme un rajeunissement de la vie citoyenne. Il faut unir ses forces au centre de l'échiquier politique, se retrouver au milieu d'un grand tout protecteur, rassurant, bien sous tous rapports, et s'y reconnaître en la personne du chef. Le plus souvent ce sont de jeunes hommes providentiels. Louis Napoléon n'avait pas quarante ans quand il fut élu président de la République et saisit la première occasion pour s'emparer du pouvoir et sortir le pays du désordre selon lui, en devenant acteur d'un coup de force contre la République et empereur autoritaire... Le futur empereur autoritaire avait l'âge du président Macron en 2017.

Or, depuis des décennies, des spécialistes d'histoire et de sciences politiques françaises ne cessent de poser comme corrélat de leur démonstration que la Révolution française n'a pas fait qu'inventer la République démocratique, elle a surtout provoqué la guerre civile permanente française, clivant durablement le pays¹. La France serait divisée entre une droite et une gauche, en un combat parfois riche d'idées mais également

1. Jacques Marseille, *Du bon usage de la guerre civile en France*, Paris Perrin, 2006, et Michel Winock, *La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques 1871-1968*, Paris, Seuil, 2009.

stérile au moment de dépasser les oppositions pour qui veut agir et faire bouger le pays, le réformer. Les Français seraient toujours désunis, de façon parfois manichéenne, entre une gauche naïve et dangereuse dans sa radicalité à vouloir l'égalité avant la liberté, et la droite la plus bête du monde dans son conservatisme petit-bourgeois et le plus souvent provincial. La fracture française serait handicapante, opposée au pragmatisme des modèles anglo-saxon ou allemand, ayant dépassé les clivages idéologiques au nom d'une *real politik*, ou d'un *gentlemen's agreement* s'appliquant à tous, de façon utilitariste. Bloqué dans son idéologie de droite ou de gauche, le peuple français serait dans l'impossibilité d'entrer dans une modernité libérale, exigeant de se déprendre de la culture catho-provinciale-élitaires de la droite et de la militance laïco-urbano-égalitariste de la gauche. Et si cette vision commode du conflit français masquait une autre réalité, au cœur de cet essai, et si ce duel fratricide, cachait une autre réalité, une troisième force ?

*Une longue histoire politique des abus du pouvoir exécutif
sur la souveraineté législative*

La France s'use depuis deux cents ans, à intervalle régulier, non de cet affrontement droite gauche, mais de la surpuissance de son extrême centre, difficilement visible. Les pages qui suivent servent à expliquer pourquoi. Ainsi et de façon mécanique, ce centre exclusif, dans les crises historiques qu'a traversées le pays depuis deux cent trente ans, est toujours parvenu à accaparer le pouvoir qui compte, celui de l'exécution des lois, celui de l'application de la norme, le pouvoir exécutif. Ce centre n'est pas celui de l'espace des parlementaires, mais celui du pouvoir administrant, celui du gouvernement et des affaires

de l'État, celui où se prennent les décisions, où sont actionnées les courroies de transmission du pouvoir, des ministères au département, de l'Élysée aux armées, du ministère de l'Intérieur à toutes les polices, du Palais à tous les relais du pouvoir régalien. Ce centre est animé par une élite française qui n'a pas besoin d'idéologie pour influencer et faire vivre le pays. Lors de chaque crise, un homme, un groupe se détache, qui porte trois caractéristiques qui sont le socle de cette tentative de démonstration et la clé de lecture de la situation que nous vivons actuellement, comme la déformation d'une forme de personnalisme nouveau du pouvoir républicain, après d'autres figures, Robespierre, Bonaparte, Louis Napoléon, de Gaulle prenant aujourd'hui la forme si difficile à décrypter du macronisme.

Cet extrême centre, difficilement repérable, parce que toujours réactif à une droite et une gauche qui doivent énoncer leur identité, là où il a besoin de très peu de justifications, de principes, bénéficie par là même d'une mobilité, d'une souplesse et d'une adaptabilité avantageuses, figures d'une modernité révolutionnaire et portées par une capacité de transformation en fonction de la situation nationale et diplomatique de la France.

Cet extrême centre ne peut exister que dans un régime parlementaire, c'est-à-dire dans un régime qui valide l'existence d'un pouvoir exécutif dans sa légalité, à la condition de le contrôler. Lors d'une crise, ce pouvoir, qui devrait se contenter de n'appliquer que la loi, profite de ses prérogatives pour tenter de se substituer à la légitimité du pouvoir législatif dont il tient l'existence. Cette tension est ravivée ou apparaît lors d'un malaise exprimé par les citoyens, traduit par les formes multipolaires d'un populisme se réduisant en fin de compte aux « tous pourris, tous complices, tous cumulards ». Le moment de crise discrédite lourdement les élus de la nation, pour mieux

faire valoir les hommes qui agissent pour le bien public dans la sphère du pouvoir exécutif. Ceux-ci ont alors intérêt à se présenter sous la bannière de l'apolitisme, seulement soucieux de faire gagner la France là où les joutes stériles droite/gauche l'enfoncent dans un passéisme rétrograde.

À chaque moment où la matrice parlementaire subit de façon répétitive et différente une crise de confiance, renaissent des figures de cet extrême centre, toutes particulières, toutes reproposant des solutions approchantes, le coup de balai, le renforcement du bras armé du pouvoir, le rassemblement autour de la figure providentielle et le dépassement des clivages politiques. Ainsi en 1793, en 1799, en 1815, en 1851, en 1886, en 1958, puis en 2017.

Certains pourraient avoir l'impression que la situation était moins grave en 2017... peut-être; l'avenir le dira. Et l'actualité de 2019, à la veille des élections européennes dont ne peut tenir compte cet essai, face à la grave crise que traverse le pays avec la colère des « gilets jaunes », a déjà changé la donne par rapport à 2017. L'importance des enjeux s'impose à tous dans un monde bouleversé de toutes parts, au point que le président Macron doit sérieusement ou de façon provocante, en attendant révélatrice, expliquer pourquoi il ne finira pas comme Louis XVI... Pirouette dont il a le secret ou surgissement d'une angoisse plus profonde, sur la fragilité de sa légitimité après une élection où la majorité des votants n'a pas tant voté pour lui que pour faire barrage à l'extrême droite? 1789-1793-2019, quels rapports?

Pour l'historien qui tente de comprendre les structures profondes de la République, les ressorts sont bien là qui font série dans le temps long et construisent la validité du raisonnement historique, celui de la science des probables et des suites continues, en fonction d'une matrice inchangée, celle de la démo-

cratie représentative. En France, de façon désespérément lancinante, en une répétition souvent triste, dangereuse parfois, mortifère plus rarement, l'histoire a montré comment les sauveurs se transforment en apprentis dictateurs ou chefs d'État liberticides, empiétant presque toujours sur les prérogatives strictes du pouvoir législatif. Tant que la France ne sera pas sortie de cette culture du pouvoir exécutif et ne sera pas parvenue à l'âge du parlementarisme apaisé, celui du dissensus intégré comme voie démocratique du règlement de conflit, sel de la République, le danger de l'extrême centre planera ainsi que celui des autres extrêmes qu'il fortifie, comme miroir déformant de sa réalité.

Ne désespérons pas du futur. Des forces démocratiques peuvent se ressaisir, la gauche de transformation sociale et de défense démocratique peut se réinventer, une droite républicaine peut renaître, un nouveau civisme peut refonder un programme de redistribution des richesses, de partage des décisions, de remise en valeur des biens communs et de la vie politique locale, de remise au centre des plus démunis, pour reconstruire une société plus solidaire, une République sociale avant une République libérale.

Ce livre n'est pas un ouvrage de circonstances. Il est né d'une réflexion sur l'œuvre poursuivie de Zeev Sternhell, de 1978 à 2019, de *La Droite révolutionnaire* jusqu'à l'évocateur *L'Histoire refoulée. La Rocque, les Croix de feu et le fascisme français*¹. Depuis quarante ans, l'historien israélien soutient avec force arguments, malgré les polémiques autour de ses ouvrages, qu'il aurait existé non pas trois, mais quatre droites dans l'histoire de France structurée après 1815. Il revenait à René Rémond d'avoir fondé ce classement en trois branches, éclairant

1. Ouvrage collectif paru aux éditions du Cerf, Paris, 2019.

cette famille de la droite si importante dans la vie politique française. Une droite légitimiste, nostalgique de l'Ancien régime, catholique traditionaliste, royaliste, provinciale et fidèle aux Bourbons. Une autre droite composée par les Orléanistes. Modernes, ils prônent une société fondée sur la liberté individuelle et les règles du marché libéral, la structure politique étant assurée par une monarchie constitutionnelle. Une troisième droite attirant les anciens fidèles de l'empereur, nostalgique d'une France martiale et glorieuse de ses succès. Cette droite se fonderait sur le socle rural d'une France attachée aux acquis de la Révolution, à la recherche d'un chef, capable d'incarner le pouvoir exécutif et d'assurer la sécurité à tous les Français¹. Avec force intelligence et une belle insolence, Zeev Sternhell allait déstabiliser ce bel ouvrage remettant en cause fortement cette tripartition, proposant et découvrant une quatrième famille : la droite révolutionnaire. Frondeuse, ouvrière et petite-bourgeoise à la fois, populaire et populiste, anticapitaliste, antiétrangère, antisémite, violente, outrancière, prête à renverser le pouvoir. Urbaine, cette droite-là remettait en cause les frontières établies des groupes définis par René Rémond. Rurale, elle était brutalement aintiétatiste. Une vive polémique commençait, qui dure encore et a pris un autre tour au fur et à mesure que les enquêtes du professeur israélien ont éclairé en amont les origines des antilumières, et en aval les conséquences européennes du fascisme qui serait né en France. Il faut rendre hommage à l'intégrité du professeur René Rémond, qui quelques semaines avant son décès reconnut la validité de l'hypothèse des recherches de Zeev Sternhell.

1. Chloé Gaboriaux, *La République en quête de citoyens. Les Républicains français face au bonapartisme rural (1848-1880)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2010.

Désormais le débat, toujours autour des travaux roboratifs du professeur de Jérusalem, porte sur l'autre question brûlante du lien entre la droite révolutionnaire française et le fascisme italien, autre crime de lèse-francité toujours en question¹. La droite révolutionnaire, oxymore performatif, allait germer en moi et vingt-cinq ans plus tard allait m'aider à penser et définir le concept de l'extrême centre.

Comment le centre peut-il extrême ?

S'appuyant sur ces acquis, et fort de cette audace, je partis sur les chemins d'une autre histoire dérangement au début du XXI^e siècle attiré par un article d'Alphonse Aulard, premier titulaire de la chaire d'histoire de la Révolution française en Sorbonne en 1886, écœuré par les jeux politicards de la Troisième République essoufflée après la Première Guerre mondiale, et demandant à un historien du futur d'écrire l'histoire des girouettes. Voilà presque quinze ans, j'écrivis cette histoire des tourne-veste, naissant avec notre modernité politique entre 1789 et 1815². Au gré des bourrasques et des changements politiques, tout un personnel politique avait survécu selon le mot de Sieyès qui s'y connaissait bien et avait accumulé, malgré vents et marées, postes, fonctions, médailles et positions de commandement dans l'appareil d'État français, républicain, impérial ou royal. Plutôt que de poser un jugement moral sur ces revirements intéressés, je me suis intéressé au système de fonctionnement de la politique et des institutions françaises qui

1. Cf. Serge Berstein, Michel Winock (dir.), introduction de Jean-Noël Jeanne-ney, *Fascisme français ? La controverse*, Paris, Éditions du CNRS, 2014.

2. Pierre Serna, *La République des girouettes. 1789-1815, et au-delà : une anomalie politique, la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

permettaient à une élite de toujours garder et conserver le pouvoir, voire de s'y accrocher quels que soient les changements de régime ou de cap politique. J'en suis venu à délimiter des éléments récurrents de ces postures changeantes, l'entre-soi de la justification et des discours modérés qui cachent de subites et violentes volte-face, la recherche systématique des places dans la machine du pouvoir exécutif et son bras armé. Le concept est apparu progressivement.

La notion d'extrême en politique renvoie aux idées et aux pratiques radicales de la gauche ou de la droite outrancières, là où s'expriment les conceptions les plus tranchées d'un point de vue conservateur ou révolutionnaire. Caractérisés par leur intransigeance, ces extrêmes sont soutenus par des minorités, toujours à la marge du jeu normal des institutions régulées qu'elles rejetteraient, parce que incapables, au nom de leur pureté idéologique, de s'intégrer au jeu raisonnable de la succession des majorités, acceptant le compromis comme forme de la vie politique. Ces groupuscules extrémistes peuvent grandir selon la conjoncture, profitant le plus souvent, soit de crises extérieures aux régimes en place et incapables de répondre aux mutations imposées par de nouvelles données économiques, par exemple une mondialisation en cours, soit répondant à des dysfonctionnements internes aux institutions, le plus souvent une série de scandales ou affaires d'État révélant les pratiques hors-la-loi des élites. Alors est dénoncée la corruption de régimes essoufflés ou instrumentalisés par des groupes dominants, se reproduisant, bloquant tout ascenseur social et ayant perdu toute éthique du bien commun. Un discours commence dès lors à se structurer, exclusif, englobant l'ensemble de la classe au sommet de l'État, dans un « tous pourris » que les forces radicales appellent à balayer dans un grand soir ou un petit matin aux conséquences radicales, assumant d'autant plus leur posture à

l'extrémité de l'échiquier qu'elles ne veulent surtout pas être confondues avec les partis traditionnels,

Ainsi, en période d'instabilité micro-locale ou macro-mondiale, lorsque les systèmes anciens ne parviennent plus à s'imposer auprès des populations, exaspérées par l'incapacité des pouvoirs législatifs ou exécutifs à leur apporter des solutions concrètes pour l'amélioration de leurs conditions de vie, des figures dites extrémistes peuvent proposer des solutions alternatives qui les ramènent au premier plan, loin de la périphérie où elles se trouvaient confinées, dans une forme de marginalité en France, à partir de 1975, puis aggravée dans les années 1990-2000. Une crise profonde et durable survenant, ces extrêmes reviennent au centre du jeu politique de la cité, au grand dam des meneurs raisonnables qui les dépeignent alors invariablement sous les traits du populisme démagogique ou du démagogisme populaire, que l'on essaie de confondre pour persuader l'opinion que les extrêmes se touchent. Les déclassés de la veille se retrouvent, grâce à un capital d'intégrité que leur isolement préservait, sous les feux de l'actualité, occupant tout à coup l'espace médiatique qui leur était jusque-là refusé¹.

Commencent alors des périodes d'intensification du débat politique, caractéristiques des temps de bouleversement de régimes où les conflits d'idées et de personnes induisent des clivages et des formes plus agressives de la confrontation politique, les deux extrêmes se trouvant directement opposés et les partis traditionnels tentant de reconquérir l'espace d'opinion publique en durcissant à leur tour leur rhétorique, quitte à venir piocher dans le programme de leurs gauche ou droite radicales.

1. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. Dynamique des Mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation des Sciences politiques, 1986.

Ensuite, lorsque le moment d'émergence de ces radicaux est passé, une fois la déliquescence de l'ancien système actée, la gestion de la durée devient l'authentique épreuve de vérité pour ces « extrémistes », placés à leur tour dans la machinerie politique et forts de leurs premiers mandats électoraux, devant apprendre le pragmatisme de la politique locale, nationale ou européenne avec ses arrangements, voire ses combinaisons¹. À mesure que la perspective du pouvoir se précise pour ses forces extrémistes (qu'elles assument ce terme ou tentent de s'en dépêtrer, comprenant sa dimension stigmatisante), leurs opposants, ceux qui défendent la « raisonabilité » du système, se trouvent en face d'un défi nouveau. Se réformer de l'intérieur et se régénérer pour exclure ceux qui constituent objectivement des brebis galeuses par lequel le scandale a explosé, ou se réinventer sous une forme nouvelle qui aurait l'avantage de l'originalité tout en conservant autour de soi les nouveaux convertis à cette refondation inédite de la politique.

Durant ces mêmes périodes de bouleversements, de mutations et de reconfigurations des forces politiques, les tenants du pouvoir exécutif ou législatif ne demeurent pas inactifs. À la recherche d'une légitimité perdue ou à reconquérir, ils stigmatisent à leur tour les forces centrifuges qui déchirent, de part et d'autre, la toile de la politique. Ces moments se caractérisent par une réprobation commune des attitudes jugées outrancières et volontairement confondues dans le même discrédit. Il en va ainsi des royalistes ou démocrates, durant la Révolution, royalistes ou anarchistes sous le Directoire, gauchistes

1. Cf. Roger Dupuy, *La Politique du Peuple. Racines, permanences, et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002; notamment les remarques fort intéressantes du populisme originel, différent du populisme instrumentalisé, p. 183-190. Par exemple les déboires judiciaires de l'ex-Front national avec le Parlement européen.

ou frontistes, bruns ou rouges, aujourd'hui, tous se vaudraient, en dansant sur le volcan, dont ils espèrent l'explosion, là où « les honnêtes gens », plus ternes mais plus responsables, tout empreints de la chose publique, œuvreraient à la conservation d'un système cherchant toujours la paix salvatrice plutôt que l'affrontement destructeur.

Il n'est pas rare durant ces périodes de fragilité des institutions que la police, largement sollicitée, aide alors à découvrir fort opportunément les complots préparés par ces extrémistes. Ces derniers font le jeu, dit-on de menaces extérieures au pays et sont présentés sous le visage de terroristes. Du militant radical au potentiel criminel attaquant les intérêts de l'État, le glissement s'opère, comme l'affaire des prétendus terroristes de Corrèze l'a démontré récemment¹. Il n'est surtout pas rare dans ces moments que la police, surmenée par la menace une attaque extérieure et débordée par les manifestations de citoyens en colère contre un système qui les réduit à des dominés, exclus de toute décision, multiplie les bavures et mette en place une violence d'État hors de proportion avec les registres fermes mais pacifiques des manifestants. Les médias, selon leur intérêt, leur intégrité et leur professionnalisme, peuvent alors soit souffler sur les braises, la dramatisation demeurant un argument de poids vendeur, soit jouer le jeu d'un pouvoir inquiet d'assister à la montée d'une colère qui se traduit par le rejet des institutions classiques, ou enfin prendre parti, fait et cause pour les populations d'invisibles soudainement occupant l'espace de protestation public. Dans tous les cas, il est quasi

1. *La Dépêche*. Corrèze. À Tarnac, le village des « terroristes » <https://www.ladepeche.fr/article/2008/12/07/504729-correze-a-tarnac-le-village-desterroristes.html>, et *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/01/10/la-justice-ecarte-definitivement-la-qualification-terroriste-dans-l-affaire-de-tarnac_5060419_1653578.html, 10 janvier 2017.